

Algérie-France : la mémoire ressuscitée

(2^e partie et fin)

Contrairement à la France, où le débat mémoriel est avant tout un débat de société avant d'être celui des seules institutions publiques ou privées, en Algérie, ce débat est balisé par l'expression publique que symbolise l'Etat, et lui seul.

Les autorités algériennes ont depuis toujours considéré que l'histoire nationale dans sa version officielle est un domaine réservé qu'il utilise à sa guise, notamment dans les relations internationales.

Ce qui incite certains observateurs à considérer que «selon les moments et les réponses qu'il souhaite recevoir de l'Etat français, le pouvoir algérien activait ou désactivait la revendication de repentance»⁽¹⁵⁾. Ou que Les autorités algériennes «soufflent le chaud et le froid. Tout dépend

s'annonçait houleux au Parlement. Ainsi, le 15 février 2006, le décret n°2006-160 a abrogé l'alinéa en question.

L'adoption de cette loi a irrité les Algériens et eu pour conséquences le report de la signature du traité d'amitié qui avait été négocié entre les deux pays et, par la suite, la proposition en février 2009, par un groupe de 130 députés dirigés par un député du FLN, d'un projet de loi criminalisant la colonisation.

Les initiateurs du projet avaient déclaré

Considérant que cette loi créait plus de problèmes qu'elle ne pouvait en résoudre, le président Chirac a instruit le 25 janvier 2006 son Premier ministre, Dominique de Villepin, de demander au Conseil constitutionnel de permettre la suppression, par décret, du 2^e alinéa de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 et éviter un débat qui s'annonçait houleux au Parlement. Ainsi, le 15 février 2006, le décret n°2006-160 a abrogé l'alinéa en question.

du moment et de l'opportunité»⁽¹⁶⁾.

Autrement dit, les autorités algériennes utiliseraient le «levier mémoriel», notamment dans son aspect relatif à la repentance, comme un moyen de négociation dans les rapports conjoncturels avec l'ancienne puissance coloniale. Comme ce fut le cas notamment lors du procès du tortionnaire Aussaresses, en 2003, de l'adoption de la loi française n°2005-158 du 23 février 2005 «portant reconnaissance de la nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés» et du projet — avorté — à l'APN en février 2009 portant «criminalisation du colonialisme français de 1830 à 1962».

S'agissant du procès retentissant du criminel de guerre et tortionnaire Aussaresses, contre toute attente, il n'y a pas eu de plainte auprès de la CPI ou de poursuites engagées par les autorités algériennes, comme si le débat ne concernait pas notre pays. Ce silence avait été expliqué par la volonté de ne pas embarrasser le président Chirac avec lequel les relations étaient au beau fixe.

Pour rappel, la loi du 23 février 2005 glorifiait «l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française» (article 1). Elle y ajoutait que «les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord...» (article 4, alinéa 2)⁽¹⁷⁾.

Son adoption avait créé un tollé général tant en France, sauf bien entendu auprès des nostalgiques de l'«Algérie française», qu'au sein de la société algérienne. Quant au parti du pouvoir, le FLN, il a publié un communiqué le 7 juin 2005, dans lequel il «s'élève contre cette loi qui consacre une vision rétrograde de l'Histoire», sans plus !

Considérant que cette loi créait plus de problèmes qu'elle ne pouvait en résoudre, le président Chirac a instruit le 25 janvier 2006 son Premier ministre, Dominique de Villepin, de demander au Conseil constitutionnel de permettre la suppression, par décret, du 2^e alinéa de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 et éviter un débat qui

leur intention «de créer des tribunaux spéciaux pour juger les responsables de crimes coloniaux ou de les poursuivre devant les tribunaux internationaux».

Le projet a d'abord fait l'objet d'un soutien officiel via le ministère des Moudjahidine (anciens combattants) et des organisations affiliées comme l'Organisation nationale des moudjahidine, ou celles des enfants de chouchada (martyrs) et de moudjahidine, toutes proches du pouvoir. Une fois la «tempête» passée, vingt mois plus tard, les autorités réagissent par le biais du ministre de l'Intérieur qui, comble de l'ironie, déclare que le projet de loi «ne repose pas sur un fondement juridique» !

Il y ajoute une sorte de prescription algérienne des crimes coloniaux en annonçant que «le code pénal algérien est postérieur à la période considérée», en référence à la période coloniale⁽¹⁸⁾.

Pour sa part, se sentant sans doute nanti d'une vocation de «pédagogue» plus que de politique, le ministre des Moudjahidine avait conclu que même si le projet de loi n'est pas adopté, «la mémoire algérienne n'oubliera jamais l'atrocité du colonialisme français qui a spolié les richesses de l'Algérie et brisé les plus grands de ses symboles».

Quant au président de l'Assemblée populaire nationale de l'époque, il a révélé qu'«au vu des intérêts en jeu, on ne pouvait s'offrir le luxe d'ouvrir un autre front avec Paris»⁽¹⁹⁾. La raison d'Etat avant tout ! Voilà qui a le mérite d'être clair. Les députés initiateurs du projet auront fait contre mauvaise fortune bon cœur et dû se contenter de l'illusion que leur avait procuré l'espoir — avorté — de mener à bien leur initiative dans l'intérêt du pays. La repentance attendra.

Quant aux dirigeants ou candidats français, ils n'effectuent pas leurs déplacements à Alger uniquement pour discuter d'histoire commune. La prise en charge des questions politiques, économiques, sécuritaires, culturelles... entre dans la logique de toute relation ordinaire d'Etat à Etat. Mais, entre l'Algérie et la France, existe un facteur humain qui a son importance dans les relations bilatérales. Nous avons constaté que la communauté française d'origine algérienne ou binationale

est devenue un électorat que les politiques français tentent de séduire. Peut-on dire la même chose s'agissant de ses relations avec le pouvoir algérien ?

En l'absence de statistiques fiables relatives à son importance numérique et eu égard à sa mobilité et à son éparpillement à travers les cinq continents, la communauté nationale établie à l'étranger est évaluée entre 6 et 7 millions d'âmes dont 65 à 70% établies en France. De ce chiffre, seuls près de 1,8 million sont immatriculés auprès des 18 consulats généraux et consulats en France.

Le nombre d'électeurs à l'étranger avoisine 1 million de votants. La communauté est représentée à l'APN par 8 députés représentant 6 circonscriptions électorales réparties à travers le monde. Jusqu'au remaniement ministériel de septembre 2013, un secrétaire d'Etat, avec rang de ministre, était spécialement chargé, au sein du ministère des Affaires étrangères, de notre communauté à l'étranger. Nonobstant son poids numérique relatif dans le corps électoral national, notre communauté est toujours convoitée par les partis qui considèrent que sa composante humaine est appréciée pour les compétences managériales et scientifiques qu'elle recèle et qui peuvent être utiles au pays, pourvu que les pouvoirs publics fassent appel à elle. Mais cela ne semble pas être le cas. Les faits sont là pour le corroborer.

En effet, outre que l'organisation des Assises nationales de la communauté ait été abandonnée récemment, il y a eu aussi la suppression du poste de secrétaire d'Etat chargé de la Communauté, la mise aux oubliettes du Conseil consultatif de la communauté nationale à l'étranger créé en septembre 2009 par décret présidentiel n°9-297 et l'introduction du fameux article 51 dans le cadre des amendements de la Constitution, en février 2016. Un ensemble de mesures surprenantes que contredit le discours officiel considérant cette communauté comme partie intégrante du peuple algérien.

Parmi ces mesures, c'est la dernière en date qui symbolise le plus le processus de victimisation dont est l'objet cette communauté. L'amendement constitutionnel (article 51) a été sévèrement critiqué par certains députés de l'émigration dont M^{me}

En l'absence de statistiques fiables relatives à son importance numérique et eu égard à sa mobilité et à son éparpillement à travers les cinq continents, la communauté nationale établie à l'étranger est évaluée entre 6 et 7 millions d'âmes dont 65 à 70% établies en France. De ce chiffre, seuls près de 1,8 million sont immatriculés auprès des 18 consulats généraux et consulats en France. Le nombre d'électeurs à l'étranger avoisine 1 million de votants.

Mechtalechta qui, parlant de nos expatriés, considère que «dénigrer ouvertement leur patriotisme sous prétexte de multi-nationalité est une offense à leur dignité et une insulte à l'histoire. La nationalité exclusive n'a jamais été l'inaltérable synonyme de défense de la patrie»⁽²⁰⁾. Doit-on alors s'offusquer que le taux de participation de la communauté aux différents scrutins nationaux soit le plus faible du corps électoral national ?

Rappelons que l'article 51 stipule que «la nationalité algérienne exclusive est requise pour l'accès aux hautes responsa-

bilités de l'Etat et aux fonctions politiques». Comme d'habitude et malgré les critiques de la classe politique, notamment l'opposition, de la société civile et des députés et membres de notre communauté à l'étranger, l'APN a adopté, le 28 novembre 2016, le projet de loi «fixant la liste des hautes responsabilités de l'Etat et des fonctions politiques dont l'accès requiert la nationalité algérienne exclusive»⁽²¹⁾. Avec une telle APN, pouvait-il en être autrement ? Aujourd'hui, l'image de l'émigré vivant en marge de la société d'établissement est révolue. Le retour au pays natal ou des parents est un mirage. L'émigré est devenu citoyen électeur. Les hommes politiques du pays d'établissement, la France dans ce cas, l'ont compris. Mais pas les dirigeants du pays d'origine. L'amendement 51 ne règle aucun problème, mais risque d'en créer de nouveaux dont le pays n'a nul besoin.

Le pays a plutôt besoin, en plus des footballeurs, des compétences de haut niveau de cette communauté. Le pays a besoin d'un lobby qui puisse influencer sur la décision française dès que les intérêts de l'Algérie sont en jeu. Or, malheureusement, on ne souhaite guère l'entendre ainsi au gouvernement algérien. Les récentes décisions marginalisant notre communauté, outre qu'elles créent la frustration, démobilisent son potentiel créateur. L'ancien ministre, ambassadeur et consul général à Paris, Meziane Chérif, s'insurge contre l'attitude du pouvoir et s'interroge : «La communauté algérienne, prise dans son ensemble, constitue une force avec laquelle il faut compter dans le pays d'accueil. Alors pourquoi l'écarter dans son pays d'origine ?»⁽²²⁾

Revenons à la visite d'Emmanuel Macron à Alger et ses différentes lectures algériennes. Ni chef d'Etat ni chef de parti mais simple candidat, Macron a été reçu avec les égards et le cérémonial dignes d'un chef d'Etat... présomptif. Il a été reçu par le Premier ministre, celui des Affaires étrangères qui l'a qualifié d'«ami», la ministre de l'Education, le grand patron du Forum des chefs d'entreprise... Tapis rouge, recueillement au monument des martyrs, couverture médiatique officielle... Il n'a pas été reçu seulement par le chef

de l'Etat (pour raison de santé ?) comme l'avait été son prédécesseur candidat à la primaire de droite, A. Juppé.

Pourquoi tant d'égards pour un simple candidat à la présidentielle ? Les images du séjour ont surpris l'opinion publique algérienne. Les médias privés et électroniques ont commenté et fait part de la déception des citoyens algériens de l'attitude des autorités. Pour un journal électronique algérien, Macron serait «le candidat par défaut d'Alger», ou «l'unique option du pouvoir algérien lors des prochaines présidentielles»⁽²³⁾.